

Malgré le report du projet de loi El Khomri, toute-s ensemble en grève et dans la rue le 9 mars pour construire le mouvement dans la durée !

Ce 29 février 2016, le premier ministre Manuel Valls a annoncé le report du projet de loi El Khomri, qui constitue une attaque historique contre les droits des travailleur-e-s. D'ores et déjà, on annonce des consultations avec les centrales syndicales et des aménagements au projet de loi. Cette reculade du gouvernement



est un signe encourageant, car elle traduit l'inquiétude des classes dirigeantes face à une possible explosion de la colère populaire.

Le samedi 27 février, 50 000 personnes ont manifesté à Notre-Dame-des Landes contre le grand projet inutile d'aéroport de ce gouvernement au service des capitalistes. Une pétition contre le projet de loi recueillera bientôt un million de signatures. Sur les réseaux sociaux, des appels à faire grève et à manifester le 9 mars circulent largement. Et surtout, de nombreuses structures syndicales appellent à également à faire grève et à rejoindre la mobilisation.

Toutefois, il ne faut pas se contenter de crier victoire. Face à cette attaque téléguidée par le patronat, nous ne pouvons nous satisfaire que du retrait pur et simple. Pour atteindre cet objectif, il faudra un mouvement puissant et prolongé, avec des grèves actives sur nos lieux de travail et d'étude. Nous voulons donc construire la grève générale en réunissant dans la durée les travailleur-e-s de différents secteurs, les chômeur-e-s et les jeunes, pour bloquer l'économie et les profits jusqu'à ce que le patronat et le gouvernement cèdent.

Dès aujourd'hui, un tel mouvement est préparé par des assemblées générales qui se multiplient. La jeunesse joue un rôle moteur dans la mobilisation : ainsi à Strasbourg, où 400 personnes se sont réunies pour débattre de l'orientation et des méthodes de lutte à adopter. En effet, c'est par l'organisation d'assemblées générales de lutte et démocratiques que nous pouvons œuvrer dès maintenant à l'unité des jeunes et des travailleur-e-s (en poste, en formation ou sans emploi) sur la base de leurs propres revendications. C'est de telles assemblées que pourra naître la convergence des luttes vers la grève générale.

Il ne faut pas hésiter à dénoncer et à combattre la politique de trahison des bureaucraties syndicales. Ainsi, après avoir longtemps hésité à appeler à l'action dès le 9 mars, la CGT et la FSU s'y sont enfin décidées. Mais en région parisienne, par

exemple, elles appellent à une manifestation depuis le siège du Medef jusqu'au ministère du Travail... qui fait concurrence avec le rassemblement/manifestation à République, appelé de longue date par des syndicalistes combatifs. En contribuant à diviser les travailleur-e-s et la jeunesse dès la première échéance importante de ce mouvement, les bureaucraties syndicales sont en alliance objective avec le gouvernement et le patronat. Même si la CGT revendique désormais le retrait du projet de loi, elle n'appelle pas à faire grève partout, ni le 9 mars ni plus tard. Dans les syndicats où nous sommes, nous militerons donc pour l'unité des jeunes, des travailleur-e-s et des chômeur-e-s et pour que les directions syndicales appellent à la grève jusqu'au retrait.

Pour déborder les bureaucraties syndicales, c'est aux travailleur-e-s, aux chômeur-e-s et aux jeunes elles/eux-mêmes d'envisager dès maintenant les suites à donner au 9 mars. Après les manifestations de ce jour, ils/elles peuvent se réunir en assemblée générale pour en décider ensemble. Dans cette hypothèse, les révolutionnaires doivent œuvrer en priorité à la convergence des luttes, à leur coordination et au respect de la démocratie à tous les niveaux. Ce sont des conditions indispensables pour que le mouvement puisse continuer à se développer.

Chaque fois que l'occasion se présente, nous devons défendre des revendications unifiantes, qui répondent aux aspirations de tou-te-s. Mais pour que nos revendications soient pleinement satisfaites, il faudra en finir avec la violence de classe dont la loi El-Khomri n'est qu'un petit exemple : il faudra en finir avec le pouvoir des capitalistes. C'est pour une société fondée sur l'auto-organisation des masses et la planification démocratique de l'économie que nous luttons, une société dans laquelle ce sont les relations humaines émancipées qui priment sur le fétichisme de la marchandise. Donner des perspectives qui dépassent les revendications immédiates permet aussi au mouvement de se développer pleinement.

Pour le moment, la réussite du 9 mars reste un premier pas incontournable pour la suite du mouvement. Alors soyons aux avant-postes de la lutte ! Mobilisons nos organisations de combat ! Organisons les assemblées générales ! Proposons des revendications audacieuses ! Élargissons le mouvement au maximum ! Dressons la perspective de la révolution et du pouvoir des travailleur-e-s ! Soyons nombreux/ses dans la rue le 9 mars !

Tou-te-s en assemblée générale et tou-te-s dans la rue le 9 mars !

Tou-te-s en grève jusqu'au retrait du projet de loi !

À bas les capitalistes et leurs larbins, vive le pouvoir des travailleur-e-s !

Lakhdar Bouazizi, le 3 mars 2016